

Mise en œuvre du dispositif d'expérimentation prévu par la loi relative à l'énergie et au climat

Date de la contribution : 28/02/2020

Question 1 : Avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?

Le SER est en accord avec les critères d'éligibilité envisagés par la CRE, nous avons uniquement une réserve avec la dimension « innovante » évoquée au second point, dans la mesure où ce terme est difficile à définir. Certaines techniques existantes de longue date et déjà déployées par le passé peuvent, à la lumière d'évolutions exogènes, redevenir intéressantes (par ex : niveau de tension 33 kV, déjà utilisé par le passé par des ELD, cf. réponse question 5). Il est donc essentiel de ne pas avoir une vision restrictive de ce que peut être une « innovation ».

Question 2 : Avez-vous des observations sur la procédure envisagée par la CRE ?

Le SER est en accord avec le processus proposé.

Dans le cas d'un refus (non-respect des critères d'éligibilité), il est essentiel que celui-ci soit suffisamment motivé afin que le porteur de projet puisse, le cas échéant, retravailler son projet pour une autre session.

Question 3 : Avez-vous des observations sur le contenu du dossier de candidature envisagé par la CRE ?

Pas de remarques.

Question 4 : Avez-vous des observations sur le suivi des expérimentations envisagé par la CRE ?

Pas de remarques.

Question 5 : Voyez-vous d'autres modalités de mise en œuvre qu'il serait nécessaire de préciser ?

Le dispositif du bac à sable réglementaire est orienté vers des expérimentations courtes avec des infrastructures limitées, ce qui correspond peu ou prou au périmètre des « Smarts grids ». **Cependant il est important de rappeler que des expérimentations plus lourdes au niveau des infrastructures ont aussi une pertinence et sont tout aussi nécessaires à l'atteinte des objectifs de la politique énergétique française, si ce n'est plus.**

Les adhérents du SER ont notamment identifié le besoin d'expérimenter des solutions de raccordement en 33 kV sur le réseau de public de distribution pour des installations de 25-30 MW qui pourraient, grâce à ce niveau de tension, se raccorder via un seul point de livraison et un seul départ 33 kV jusqu'au poste source où un autotransformateur 33/20 kV serait installé pour ne pas modifier sa structure. Pour ce faire, une dérogation à la limite des 17 MW en puissance installée pour pouvoir se raccorder sur le réseau public de distribution serait nécessaire (arrêté du 23 avril 2008 sur les conditions de raccordement au réseau public de distribution, bientôt remplacé par l'arrêté « RfG »).

Cf. illustration jointe d'une hypothétique expérimentation en 33 kV : le carré correspond au point de livraison de l'installation EnR (25 MW), la partie en bleu correspond à la partie en 20 kV (avec le poste source Enedis/RTE composé de deux transformateurs HT A/HTB), tandis que la partie violette correspond à la partie du réseau qui serait en 33 kV

Or l'article 61 de la loi Energie Climat ne propose actuellement des dérogations que d'une durée maximale de 8 ans (quatre ans renouvelable une fois). Ainsi à la fin d'une hypothétique expérimentation 33 kV, le porteur de projet serait obligé de modifier son raccordement pour passer à deux points de livraison si la réglementation n'avait pas

évolué entretemps, ce pour un coût substantiel (potentiellement de l'ordre de 10% des CAPEX initiaux, si ce n'est plus). Une telle épée de Damoclès pourrait empêcher tout investissement des porteurs de projet dans ce genre d'expérimentations.

Est-ce que la CRE envisage des dérogations spécifiques pour réaliser des expérimentations au niveau des infrastructures ?

En plus de l'exemple sur le 33 kV, le SER et ses adhérents ont d'ores et déjà identifié deux autres possibilités d'expérimentations qui nécessiteront des évolutions réglementaires :

- L'utilisation des flexibilités au niveau des transformateurs du réseau public de distribution, plus connu sous le nom de « surbooking des transformateurs HTA/HTB », permettant notamment de profiter d'un foisonnement des productions EnR entre plusieurs départs HTA raccordés sur le même transformateur. Des expérimentations en ce sens seront demandées par les producteurs et Enedis. Cette expérimentation nécessitera une évolution des règles régissant le dimensionnement des réseaux publics d'électricité.
- Des dérogations à la limite des 17 MW en puissance installée de l'arrêté du 23 avril 2008 sur les conditions de raccordement au réseau public de distribution, afin de réaliser des centrales hybrides associant éolien, solaire et/ou stockage mais s'engageant à ne pas dépasser une puissance à injecter de 17 MW (via un asservissement producteur de l'injection au PdL).

